

Bruxelles, le 16.12.2021
C(2021) 9674 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 16.12.2021

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur du Burkina Faso pour
l'année 2021**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 16.12.2021

relative au financement du plan d'action annuel en faveur du Burkina Faso pour l'année 2021

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

Vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23(2),

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre de l'action « Plan d'action annuel 2021 en faveur du Burkina Faso pour l'année 2021 », il est nécessaire d'adopter une décision annuelle de financement, qui constitue le programme de travail annuel, pour 2021. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 ('le règlement financier') établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE³.
- (3) Les actions contribuent à la prise en compte du climat, conformément au pacte vert pour l'Europe et l'accord interinstitutionnel.
- (4) La Commission a adopté le Programme indicatif multi-annuel (PIM) 2021- 2027⁴ pour le Burkina Faso, qui établit les priorités suivantes : (i) Paix – Cohésion Sociale - Bonne gouvernance – Développement local (promouvoir la paix et la cohésion sociale, l'État de droit et la bonne gouvernance au niveau national et local) ; (ii) Développement humain inclusif (favoriser le développement humain en appuyant la structuration et la coordination des mécanismes nationaux de protection sociale, ainsi

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Décision d'exécution de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel pour la République du Burkina Faso pour la période 2021-2027, C(2021) 9396 final du 15.12.2021

que l'amélioration de l'accès et l'utilisation des services de base pour tous, notamment éducation, santé, eau et assainissement) ; (iii) Économie verte et résiliente (contribuer à une croissance verte, inclusive génératrice d'emploi pour les jeunes et les femmes au travers d'un développement intégré et harmonieux d'activités économiques durables, pour des systèmes agroalimentaires durables, assurant une sécurité alimentaire et nutritionnelle).

- (5) Les objectifs poursuivis par le plan d'action à financer au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, programme géographique « Afrique subsaharienne », consistent à répondre aux facteurs endogènes de la crise sécuritaire et sanitaire que traverse le Burkina Faso en favorisant une société plus équitable, avec un meilleur accès aux services de base, en particulier des femmes et des jeunes et s'inscrit aussi dans la mise en œuvre du nexus Humanitaire – Développement – Paix. Ledit Plan d'action se compose de deux actions.
- (6) L'action intitulée « Appui à la stabilisation de l'Axe Ouaga-Kaya-Dori-Djibo – Renforcement sécuritaire social et économique » vise une contribution à la stabilisation du Burkina Faso, à l'amélioration de la gouvernance locale et à la résilience des populations affectées dans les régions du Centre-Nord et du Sahel.
- (7) L'action intitulée « Contrat d'appui à la consolidation de l'État et la résilience (CCER) – Appui au renforcement de la présence de l'État sur l'axe Ouaga-Kaya-Dori et à la gouvernance » vise à contribuer à renforcer la sécurité ainsi que la résilience des populations, et à améliorer l'offre des services de base à travers notamment la transparence de la gestion des finances publiques et la lutte contre la corruption.
- (8) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (9) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre de l'action.
- (10) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier. À cette fin, la Commission conserve, en vertu de l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier les responsabilités en matière de gestion financière prévues aux points 4.4.3. et 4.4.4. de l'annexe 1.
- (11) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (12) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (13) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947.

DÉCIDE:

Article premier
Le plan d'action

La décision annuelle de financement, qui constitue le plan d'action annuel pour la mise en œuvre du plan d'action annuel en faveur du Burkina Faso pour l'année 2021, présentée dans les annexes est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes:

- (a) « Appui à la stabilisation de l'Axe Ouaga-Kaya-Dori-Djibo - Renforcement sécuritaire social et économique », présentée dans l'annexe 1;
- (b) « Contrat d'appui à la consolidation de l'État et la résilience (CCER) – Appui au renforcement de la présence de l'État sur l'axe Ouaga-Kaya-Dori et à la gouvernance », présentée dans l'annexe 2.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2021 est fixé à 200 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union:

Ligne budgétaire BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

Article 3
Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, aux points 4.4.3 et 4.4.4 de l'annexe 1.

Article 4
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁵ des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

⁵ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

Article 5
Subventions

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions conformément aux conditions précisées dans les annexes. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes sélectionnés conformément au point 4.4.1 de l'annexe 1.

Fait à Bruxelles, le 16.12.2021

Par la Commission
Jutta URPIAINEN
Membre de la Commission